



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Saint-Pierre, le 15 avril 2026

Synthèse annuelle 2025 : L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon

L'Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM) publie sa synthèse annuelle sur la situation économique et monétaire de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2025. Cette note dresse un premier bilan de l'année 2025 et évoque les perspectives pour 2026.

La conjoncture est globalement favorable

En 2025, l'inflation ralentit fortement à Saint-Pierre-et-Miquelon, atteignant +0,3 % en moyenne annuelle après +3,0 % en 2024, un niveau inférieur à celui de la France hexagonale. Cette évolution s'explique principalement par la baisse marquée des prix de l'énergie, ainsi que par une progression plus modérée des prix de l'alimentation et des services, renforcée par l'appréciation de l'euro face au dollar canadien.

Le marché du travail demeure proche du plein emploi, avec un taux de chômage estimé à environ 3 %, malgré une légère hausse du nombre de demandeurs d'emploi. Les tensions de recrutement persistent, notamment dans le secteur public et la construction.

La consommation des ménages reste dynamique, soutenue par la hausse des importations de biens de consommation et des crédits afférents. Ceci contraste avec le recul persistant de l'encours des crédits d'investissement des entreprises et la stagnation des importations de biens d'équipement.

La croissance est notable dans les différents secteurs à l'exception de la pêche

En 2025, le secteur halieutique de Saint-Pierre-et-Miquelon enregistre un repli marqué de son activité, avec une diminution de près de 70 % des volumes débarqués, atteignant leur plus bas niveau depuis 2013. Cette évolution s'explique principalement par l'arrêt de la pêche au concombre de mer en l'absence de débouchés, tant auprès des usines de Terre-Neuve qu'au niveau local.

Si l'activité touristique recule en termes globaux après une année 2024 exceptionnelle, la fréquentation hors croisière demeure dynamique, portée par une nette progression des arrivées aériennes et maritimes.

Enfin, le secteur du BTP a été porté par le dynamisme de l'investissement privé, notamment dans le logement, comme en témoigne la progression de l'encours des crédits à l'habitat et la hausse des

L'Institut d'émission des départements d'outre-mer assure le rôle de banque centrale dans les cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte), ainsi que dans les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin et des TAAF, dont la monnaie est l'euro. Il exerce ses missions de banque centrale « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France ». L'IEDOM exerce également des missions de service public qui lui ont été confiées par l'État. Par ailleurs, il assure le rôle d'observatoire économique et financier des économies ultramarines.

Nos publications et statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Contact presse : Marie URBAN - tél : 05 08 41 06 01, marie.urban@iedom.fr



importations de ciment, ainsi que quelques grands chantiers de la commande publique comme la reconstruction des stations de refoulement des eaux usées.

L'activité bancaire reste soutenue par les ménages

À fin 2025, les dépôts bancaires collectés à Saint-Pierre-et-Miquelon poursuivent leur progression, atteignant 340,4 millions d'euros, en hausse de 5,1 % sur un an, principalement tirée par l'augmentation des dépôts à vue. Parallèlement, l'encours sain des crédits se stabilise à 199 millions d'euros : la progression des crédits aux ménages compense le repli significatif des crédits aux entreprises.

Les perspectives économiques pour 2026 demeurent étroitement liées aux incertitudes du contexte géopolitique et commercial international, susceptibles de raviver les tensions sur les prix à l'importation et de peser sur la consommation des ménages. Les perspectives du secteur halieutique restent fragiles et dépendront à la fois de la disponibilité de la ressource et de l'évolution des débouchés, notamment au Canada. Dans le secteur du BTP, plusieurs projets structurants ont été annoncés, mais leur impact sur l'activité en 2026 demeure incertain en raison des délais liés aux procédures administratives, aux études préalables et au démarrage effectif des travaux. Enfin, le tourisme devrait continuer de bénéficier des escales de paquebots et du développement d'une offre élargie hors saison.

L'Institut d'émission des départements d'outre-mer assure le rôle de banque centrale dans les cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte), ainsi que dans les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin et des TAAF, dont la monnaie est l'euro. Il exerce ses missions de banque centrale « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France ». L'IEDOM exerce également des missions de service public qui lui ont été confiées par l'État. Par ailleurs, il assure le rôle d'observatoire économique et financier des économies ultramarines.

Nos publications et statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Contact presse : Marie URBAN - tél : 05 08 41 06 01, marie.urban@iedom.fr